

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

OBJET

**FOURNITURE POUR LA PROTECTION DES COLLECTIONS
DU MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE CONTRE LES SINISTRES (INCENDIE, DÉGAT DES EAUX...)**

Marché n°25MDIR12

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Pouvoir adjudicateur :

Le Musée national de la Marine

Établissement public à caractère administratif régi par les dispositions des articles R3413-35 à R3413-61 du code de la Défense

17 place du Trocadéro et du 11 novembre, 75116 Paris – France

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Thierry GAUSSERON, directeur

(Décret du Président de la République en date du 5 décembre 2023 portant nomination du directeur du Musée national de la Marine)

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique :

L'Agent comptable du Musée national de la Marine

Ordonnateur délégué :

Le Directeur du Musée national de la Marine

Comptable public assignataire des paiements :

L'Agent comptable du Musée national de la Marine

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Article 1.1 : Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'achat de fournitures dédiées à la lutte contre les sinistres et à la protection des collections contre les effets desdits sinistres, sur l'ensemble des sites.

Les fournitures attendues sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 1.2 : Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Article 1.3 : Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution de l'accord-cadre sont les suivants :

Musée national de la Marine – Palais de Chaillot
17, place du Trocadéro et du 11-Novembre
75 116 PARIS

Réserves du Musée national de la Marine
1, rue Sébastien et Jacques Lorenzi
93 440 DUGNY

Musée national de la Marine – Rochefort
Site Amblimont
1, place de la Glissonnière
17 300 Rochefort

Ancienne école de médecine navale
25, rue Amiral Meyer
17 300 Rochefort

Musée national de la Marine – Brest
Château de Brest
Boulevard de la Marine
29 200 Brest

Musée national de la Marine – Port-Louis
La Citadelle
Route du Fort de l'Aigle
56 290 Port-Louis

Musée national de la Marine – Toulon
Place Monsenergues
Quai de Norfolk
83 000 Toulon

Article 1.4 : Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé sous la forme d'un **accord-cadre multi-attributaires à bons de commande**, tel que

réglementé par les articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-4, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur retient au maximum deux (2) titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres de qualité suffisante.

L'attribution des commandes se fera selon la méthode suivante : le choix du titulaire se fera prioritairement sur la base de son expertise dans les fournitures concernées.

Le pouvoir adjudicateur garantit à chacun des titulaires une répartition équitable des commandes en terme de volume financier.

Les bons de commande sont émis dans les conditions prévues aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Les fournitures sont livrées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande. Les bons de commande précisent la nature des fournitures commandées. Ces bons de commande sont émis par le Musée national de la Marine par tout moyen faisant foi. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Pour toute commande du Musée national de la Marine, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les fournitures commandées dans les conditions prévues dans le bon de commande.

Aucune facture correspondant à un bon de commande non signé ne sera payée.

En cas de dénonciation et de même, à l'échéance normale du terme contractuel de l'accord-cadre, les titulaires conservent la responsabilité de l'exécution des bons de commande notifiés au cours de la période de validité de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, les titulaires doivent notifier leurs observations dans un délai de 48 heures à compter de la réception du bon de commande. Les titulaires se conforment aux bons de commande qui leur sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de leur part.

Annulation d'une commande : Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur conserve la faculté d'annuler celui-ci. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais que les titulaires ont pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et seulement si les titulaires produisent les justificatifs afférents adéquats.

Suspension d'une commande : Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de suspendre l'exécution de celui-ci pour une durée maximale de six (6) mois. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais que les titulaires ont pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et seulement si les titulaires produisent les justificatifs afférents et la suspension est supérieure à une durée d'un (1) mois.

Modification d'une commande : Si, en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Défaillance dans l'exécution d'une commande : En cas de défaillance totale ou partielle dans l'exécution de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques des titulaires défaillants.

Article 1.5 : Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification de l'accord-cadre, les titulaires et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation au pouvoir adjudicateur ou aux titulaires. En l'attente

de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent accord-cadre sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par les titulaires et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Article 1.6 : Forme des notifications et informations aux titulaires

Pour les notifications aux titulaires de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- remise contre récépissé daté ;
- échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception) ;
- lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse des titulaires ou, à défaut, à leur siège social.

Article 1.7 : Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier aux titulaires, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

Article 1.8 : Langue

Tous les documents écrits remis par les titulaires doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où les titulaires ne peuvent délivrer un document en langue française, il doit fournir à sa charge ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le pouvoir adjudicateur et les titulaires durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français. A ce titre, l'ensemble des intervenants des titulaires devront posséder une parfaite maîtrise et compréhension de la langue française. Le pouvoir adjudicateur pourra demander le remplacement, à tout moment et sans surcoût, de tout intervenant dont la maîtrise de la langue française est insuffisante et problématique pour la bonne exécution des prestations ou, à défaut, l'intervention d'un traducteur aux frais exclusifs des titulaires.

Article 1.9 : Clause d'exclusivité

Le présent accord-cadre est conclu à titre exclusif. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, le cas échéant, de recourir à une autre entreprise pour l'exécution d'une ou plusieurs prestations, objet du présent accord-cadre, dans les cas suivants :

- défaillance des titulaires dans l'exécution d'une ou plusieurs obligations contractuelles ;
- impossibilité pour les titulaires d'honorer une commande passée par le pouvoir adjudicateur.

Article 1.10 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les titulaires ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engagent au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/FCS.

Les titulaires s'engagent à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution de l'accord-cadre, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de

protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du présent accord-cadre sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant.

Article 1.11 : Protection de l'environnement

Les titulaires s'engagent au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG/FCS.

Les titulaires s'engagent à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution de l'accord-cadre, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de l'environnement en cours d'exécution du présent accord-cadre sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il ne soit besoin d'avenant.

ARTICLE 2 – LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 1er du CCAG/FCS, le présent CCAP ne comportera pas de liste récapitulative des articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles, dont seuls les documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi, et leur ordre de priorité sont les suivants :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ci-dessous :
 - annexe n°1 : Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
 - annexe n°2 : RIB/TIP
 - annexe n°3 : réponse du titulaire à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (le cas échéant),
 - annexe n°4 : mise au point (le cas échéant),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n° 0078 du 1er avril 2021), consultable sur le site internet de Légifrance,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- les bons de commande,
- le cadre de réponse technique des titulaires.

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les compléments ou les modifications doivent être constatés par voie d'avenant dûment signé par les représentants habilités de chaque partie, à défaut de quoi, ce sont les pièces initiales qui feront foi.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et/ou du CCTP, et leurs annexes, et les stipulations contenues dans la proposition du titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations. En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, etc., les titulaires en supporteront seuls les conséquences, notamment les pénalités, amendes et/ou

dommages-intérêts éventuels, et s'engage en tant que de besoin à en relever indemne le pouvoir adjudicateur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou prononcées à son encontre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Les titulaires doivent se tenir informés de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

Cession de créance - Nantissement - Pièces à délivrer aux titulaires :

Il ne sera pas délivré, par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification de l'accord-cadre aux titulaires.

ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE

Les titulaires pourront sous-traiter une partie de l'exécution des prestations dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-4 et L.2193-1 à L.2193-22 du code de la commande publique.

Lors de la délivrance ou de l'exécution des bons de commande, pour la mise en œuvre de la sous-traitance, les titulaires devront obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur. Pour cela, ils lui remettront, complétés et signés par lui-même et les sous-traitants concernés, l'acte spécial de sous-traitance, en y joignant les pièces dont la liste sera communiquée par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où la demande d'acceptation du sous-traitant est présentée en cours d'exécution de l'accord-cadre, les titulaires produiront également l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité délivré, le cas échéant, à la demande des titulaires ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'un ou l'autre aura été effectué.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct. Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de huit (8) jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au pouvoir adjudicateur empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 12.2 ci-dessous, résiliation du présent marché.

Les sous-traitants ne peuvent intervenir qu'après signature et notification par le pouvoir adjudicateur de l'acte spécial de sous-traitance.

Les titulaires demeurent personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre.

Cet article ne concerne que les fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service.

Article 4.1 : Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit trois (3) fois par période d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède quatre (4) ans. A défaut de décision expresse de non-reconduction au plus tard un (1) mois avant l'expiration de l'accord-cadre, la reconduction est tacite. Les titulaires ne pourront pas refuser cette (ces) reconduction(s).

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit au profit des titulaires à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Les titulaires restent par ailleurs engagés jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours, quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois (3) mois au plus tard après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 4.2 : Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, sera précisé dans le bon de commande.

Article 4.3 : Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations commandées dans le délai contractuel (fait du pouvoir adjudicateur ou événement de force majeure). Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, les titulaires doivent signaler par courriel, dans un délai de 24 heures à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, les causes faisant obstacle à l'exécution de la ou des prestations.

Article 4.4 : Pénalités

Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que les titulaires les contestent, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités de retard sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

P=le montant de la pénalité en € HT

R=nombre de jours calendaires de retard

V=valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Article 4.5 : Modalités de recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les titulaires ne seront pas exonérés des pénalités lorsque le montant total de ces dernières ne dépasse pas 300 €. Les pénalités se cumulent entre elles.

Les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable et ne représentent aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de leurs obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Ils ne sauraient se considérer comme libéré de leur obligation du fait du paiement desdites pénalités. L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle, et notamment de faire résilier tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques des titulaires.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire réglé à terme échu par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur peut également recouvrer les pénalités, le cas échéant, par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 5 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE – CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Article 5.1 : Montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour toute sa durée, sans montant minimum, avec un montant maximum de 160 000 € HT, soit 192 000 € TTC.

Ce montant est réparti entre chaque titulaire (soit un montant maximum de 80 000 € HT pour chacun des deux (2) titulaires).

Article 5.2 : Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, notamment :

- les frais de rédaction, de reprographie et de diffusion de tous les documents à la charge des titulaires,
- les frais de transport,
- les frais de main d'œuvre,
- les frais d'assurances,
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel des titulaires,
- les frais de conditionnement et de manutention,
- les frais de secrétariat et d'établissement des mémoires, factures, devis, etc.,
- les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de ses prestations,
- la réception et le traitement des bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur,
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS ;
- les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix de l'accord-cadre :

- En cas de cotraitance, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

Sauf contraintes imprévues ne relevant pas d'un manque de prévision des titulaires, toute augmentation en nombre d'hommes, en journée ou heures supplémentaires, pour les opérations de manutention, déballage et emballage, ne fera l'objet d'aucun supplément de prix.

Les titulaires sont réputés avoir pris pleine connaissance des documents du dossier de consultation des opérateurs économiques, s'être assurés que les informations sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entourés de tous renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur. Ils ne pourront prétendre à ce titre à aucune rémunération supplémentaire.

Article 5.3 : Variation des prix

Les offres sont établies sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise des offres de l'accord-cadre.

Les nouveaux prix s'appliquent uniquement aux commandes émises à compter de l'entrée en vigueur du nouveau BPU. Pour les commandes passées antérieurement, les prix restent inchangés.

Les prix mentionnés dans le BPU pourront être révisés lors de la reconduction selon la formule suivante :

$$PU = PUo * [0,15 + 0,85 * (ICHT-IME / ICHT-IMEo)]$$

Avec :

PU = Prix unitaire révisé.

PUo = Prix unitaire à la signature de l'accord-cadre pour la 1ère révision et prix de la dernière révision pour les révisions suivantes.

ICHT-IME = Indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges, tous salariés, activités spécialisées, scientifiques, techniques » (NAF rév. 2 section M) N°001565181 base 100 en Décembre 2008, publié par l'INSEE, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ICHT-IMEo = Indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges, tous salariés, activités spécialisées, scientifiques, techniques » (NAF rév. 2 section M) N°001565181 base 100 en Décembre 2008, publié par l'INSEE, à la date d'établissement des prix (Mo) pour la première révision et indice de la dernière révision pour les révisions suivantes.

Les indices ci-dessus sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'Insee et diffusés sur le site internet : www.indices.insee.fr

Il incombe aux titulaires d'effectuer le calcul et de transmettre les prix révisés avec les modalités de calcul, pour validation au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Article 5.4 : Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les prix sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au

moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans l'accord-cadre, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par les titulaires dans l'exécution de ses obligations contractuelles ou en cas de manquement de ce dernier ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Article 5.5 : Monnaie

La monnaie de comptes du présent marché est l'euro.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

Article 6.1 : Retenue de garantie

Aucune garantie ne sera appliquée aux titulaires.

Article 6.2 : Avance

Sauf refus exprès mentionné dans l'acte d'engagement, le titulaire peut percevoir une avance.

Une avance peut être versée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 euros hors taxes et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande.

L'avance sera versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues aux titulaires quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du montant initial de l'accord-cadre. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par les titulaires atteint 80% du montant toutes taxes comprises du montant initial de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

Article 7.1 : Modalités de règlement du prix

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation et admission de la prestation dans les conditions de l'article 30.1 du CCAG/FCS.

Article 7.2 : Demandes de paiement

La demande de paiement est établie, conformément à l'article 11.3 du CCAG/FCS par les titulaires. Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG/FCS, la demande de paiement est datée, numérotée

et comporte, selon le cas :

- les références de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- le détail et le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, le remboursement de l'avance ;
- le cas échéant, la révision des prix ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Article 7.3 : Règlements en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 7.4 : Règlements en cas de sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles L.2193-10 à L.2193-13 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Article 7.5 : Présentation des demandes de paiement

Les titulaires transmettent leur demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique.

Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :
Le destinataire est-il l'État ? : non
Siret : 18009002900018
Raison sociale : Musée national de la Marine
Code service : DIR
Libellé service : sans objet
- Rubrique références :
Numéro d'engagement : 25MDIR12
Numéro du marché : 205MDIR12

Article 7.6 : Délai de paiement – Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités

de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 8.1 : Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir aux titulaires toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations confiées dans le cadre du présent accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur s'engage également à collaborer avec les titulaires tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

Article 8.2 : Obligations des titulaires

8.2.1 - Obligation de résultat

Les titulaires sont soumis à une obligation de résultat au regard des missions qui leur sont confiées dans le cadre du présent accord-cadre. En cas de non-respect de cette obligation, les titulaires sont réputés avoir commis une faute susceptible d'engager leur responsabilité contractuelle. Les titulaires supportent la charge de la preuve en cas de non atteinte des résultats attendus, sauf pour lui à démontrer la survenance d'un cas de force majeure l'ayant empêché de parvenir aux résultats escomptés.

Pour les prestations qui leur incombent, les titulaires doivent strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels. De plus, les prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent accord-cadre, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Les titulaires s'engagent à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens susceptibles d'éviter les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de son intervention.

8.2.2 - Obligation de conseil

Les titulaires sont tenus à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où les titulaires ne respectent pas cette obligation, ils ne sauraient se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8.2.3 - Obligation d'information

Les titulaires sont tenus de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.2.4 - Obligation de confidentialité

Les titulaires et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données personnelles, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/FCS.

Les titulaires s'interdisent d'utiliser les informations transmises par le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, à d'autres fins que celles définies par les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Les titulaires et les membres de leur équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution de l'accord-cadre. Ils s'interdisent toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable du pouvoir adjudicateur. Les titulaires devront veiller à ce que l'ensemble des intervenants opérant sous leurs ordres respecte ces règles fondamentales.

Le non-respect de ces stipulations entraîne l'application des stipulations de l'article 14 du présent CCAP. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile des titulaires en cas de contrevenance à cette clause, même au-delà de l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 9– CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 9.1 : Opérations de vérification

Les opérations de vérification interviennent dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

Article 9.2 : Admission

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, l'admission avec réfection ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 30.2.1 et 30.4 du CCAG/FCS, en cas de rejet des prestations, les titulaires disposent des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

ARTICLE 10 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les prestations doivent être fournies en conformité avec la législation française et les règlements européens, les normes en vigueur au moment de leurs exécutions.

Le Musée national de la Marine, en qualité de responsable de traitement, et le titulaire, en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation sur les données à caractère personnel, sont convenues des clauses contractuelles suivantes afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes conformément aux textes en vigueur.

Les titulaires doivent notamment respecter la Loi informatique et libertés (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), et le règlement n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données des personnes physiques et à la libre circulation de ces données, dit le Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD »).

Ainsi, les titulaires s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires en tant que responsable du respect des obligations découlant des textes susvisés, notamment celles de tenir un registre et de désigner un Délégué à la Protection des Données (DPD), s'il y a lieu (article 37 du règlement n° 2016/679).

Les titulaires ne traitent les données à caractère personnel que sur instruction du pouvoir adjudicateur, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'ils ne soient tenus d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel le sous-traitant est soumis ; dans ce cas, les titulaires informent le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le pouvoir adjudicateur et les titulaires s'engagent conjointement à respecter l'obligation de confidentialité et de sécurité. Les données à caractère personnel sont strictement couvertes par le secret professionnel (art. 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont les titulaires prennent connaissance à l'occasion de l'exécution de la prestation.

À ce titre, les titulaires s'engagent donc notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui leur sont confiées ou qu'ils collecteraient, autrement que dans le strict cadre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées à l'accord-cadre ;
- ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- limiter la conservation des données collectées à la durée d'exécution de l'accord-cadre sauf dispositions légale, réglementaire ou toute autre prérogative qu'il conviendra de communiquer au Pouvoir Adjudicateur lors de la notification de l'accord-cadre. Au terme de celui-ci, les titulaires renvoient au Pouvoir Adjudicateur toutes les données à caractère personnel qu'ils détiennent et détruisent les copies existantes, telles que les données d'identification, les données personnelles des intervenants (contacts, nom, prénom, coordonnées directes, RIB).
- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée de l'accord-cadre.

- Veiller à notifier au pouvoir adjudicateur, toute violation de données à caractère personnel dans un **délai maximum de 48h** après en avoir pris connaissance.
Cette notification doit comporter à minima les éléments précisés à l'article 33-3 du RGPD. S'il y a lieu d'en informer les personnes concernées, les titulaires s'engagent à élaborer un communiqué au nom du pouvoir Adjudicateur qui sera chargé de sa diffusion.

Les titulaires s'engagent ainsi à apporter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement garantisse la protection des données à caractère personnel et un niveau de sécurité adapté au risque et ce conformément aux textes en vigueur.

Les titulaires doivent répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement, dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données collectées dans le cadre et pour l'exécution de l'accord-cadre.

Ils doivent en informer le Musée national de la Marine dès réception.

Les titulaires informent immédiatement le pouvoir adjudicateur si une instruction constitue une violation aux textes en vigueur relatif à la protection des données à caractère personnel ou s'ils constatent une violation des textes en cours d'exécution de la prestation.

Le Musée national de la Marine se réserve le droit de solliciter les titulaires, durant toute la durée de l'accord-cadre, pour toute vérification qui lui paraîtrait utile à la vérification du bon respect de ses obligations au titre du RGPD.

ARTICLE 11 –LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Article 11.1 : Lutte contre le travail dissimulé

Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, les titulaires transmettent tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Les titulaires s'engagent à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière des titulaires au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il leur enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Les titulaires disposent d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, sans indemnité aux frais et risques des titulaires.

Article 11.2 : Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si les titulaires ont recours à

l'emploi de travailleurs étrangers, ils remettent au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche ; sa nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que les titulaires se doivent de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants). Les titulaires doivent notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Les titulaires se doivent de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

ARTICLE 12 – RESPONSABILITES-ASSURANCES

Article 12.1 : Responsabilités

Les titulaires seront entièrement responsables de la bonne exécution des prestations qui leur seront confiées.

Les titulaires font leur affaire des outils, matériels et logiciels leur appartenant ou appartenant à des tiers pour l'exécution des prestations.

Le personnel des titulaires reste en toutes circonstances sous son autorité hiérarchique et disciplinaire. A ce titre, les titulaires assument l'encadrement de leur personnel. Ils veillent notamment à ce que leurs salariés respectent les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de confidentialité en vigueur sur les sites sur lesquels ils sont amenés à intervenir. Les titulaires assurent en leur qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de leurs salariés. Les formations, stages, habilitations et, d'une manière générale, toutes dispositions nécessaires à la qualification de leur personnel sont à la charge des titulaires. Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement pris en charge par les titulaires.

Les titulaires seront responsables des dommages de toute nature que leur personnel aura occasionné aux biens qui leur sont ou non confiés, au personnel du pouvoir adjudicateur ou à toute autre personne présente sur les sites.

Article 12.2 : Assurances

Les titulaires doivent justifier au moyen d'une attestation de leur assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation dans les conditions fixées par le règlement de la consultation, ou de la notification de l'accord-cadre dans les conditions de l'article 9.2 du CCAG/FCS, qu'il sont titulaires d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant leur incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants éventuels, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés au tiers, y compris au pouvoir adjudicateur du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'accord-cadre et les titulaires devront en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, les titulaires doivent être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. En cours d'exécution de l'accord-cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, les titulaires s'engagent à en informer le pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Les titulaires s'engagent à obtenir de leurs sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

ARTICLE 13 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les titulaires sont tenus d'assurer l'ensemble des prestations commandées dans la période allant de la notification de la décision de résiliation à la date d'effet de celle-ci.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

Article 13.1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG/FCS, et par dérogation à cet article, aucune indemnisation forfaitaire ne sera versée aux titulaires. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 42 du CCAG/FCS.

Article 13.2 : Résiliation de l'accord-cadre aux torts des titulaires

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre aux frais et risques des titulaires dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG/FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 43.5 du CCAG/FCS, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur aux titulaires doit être faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Les titulaires n'ont droit à aucune indemnisation.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation de l'accord-cadre sans indemnité et aux frais et risques des titulaires, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de non-respect par les titulaires des obligations visées à l'article 8 ci-avant, et après mise en demeure restée sans effet, l'accord-cadre peut être résilié aux torts des titulaires sans que ceux-ci puissent prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée aux titulaires et assortie d'un délai.
- Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement l'accord-cadre pour faute des titulaires, à leurs frais et risques, en cas de manquements aux stipulations contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et les titulaires encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé

qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.

- Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché après résiliation (notamment les frais de publicité), seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues aux titulaires, sans préjudice des droits à exercer contre eux en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 – LITIGES

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tout différend, litige ou autre contestation lié à la conclusion, l'interprétation, la validité et/ou l'exécution du présent accord-cadre, y compris leurs suites et leurs conséquences, sera porté devant le tribunal administratif de Paris.

Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG/FCS, le délai de réponse à compter de la réception du mémoire de réclamation au-delà duquel les titulaires se voient opposer une décision de rejet tacite est de trois (3) mois.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et les titulaires ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

ARTICLE 15– CLAUSES DE REEXAMEN

Par application des dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du code de la commande publique, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Article 15.1 : Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Les titulaires pourront proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution de l'accord-cadre. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles à l'accord-cadre.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;

Article 15.2 : Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG/FCS.

Article 15.3 : Prestations supplémentaires ou modificatives

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander des prestations non prévues dans le BPU, dans la mesure où l'extension de prestation reste dans le cadre de l'objet général du présent Accord-cadre. Le BPU pourra alors être complété en cours d'exécution par l'ajout de prix nouveaux. Le pouvoir adjudicateur adressera aux titulaires une demande de devis. Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, les titulaires devront envoyer leur devis au pouvoir adjudicateur. Dès lors que le pouvoir adjudicateur donnera son accord sur les conditions proposées par les titulaires, les prix ainsi définis seront inclus dans le BPU par voie d'avenant dûment signé par les représentants habilités de chaque partie.